

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1956 No. 63

A. TITEL

*Zesde Aanvullend Protocol tot wijziging van het Verdrag
inzake oprichting ener Europese Betalings Unie;
Parijs, 29 juni 1955*

B. TEKST

**Protocole Additionnel No. 6 portant amendement à l'Accord
sur l'Établissement d'une Union Européenne de Paiements
du 19 septembre 1950**

Les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, de la République Française, du Royaume de Grèce, de l'Irlande, de la République d'Islande, de la République Italienne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, de la République Portugaise, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suède, de la Confédération Suisse et de la République Turque;

Signataires de l'Accord sur l'Établissement d'une Union Européenne de Paiements (appelé ci-dessous l'„Accord”), signé le 19 septembre 1950, et du Protocole d'Application Provisoire de l'Accord, signé le même jour, lequel dispose dans son paragraphe 1 que l'Accord est appliqué à titre provisoire comme s'il avait produit ses effets à compter du 1er juillet 1950;

Signataires des Protocoles Additionnels Nos 2, 3, 4 et 5 portant amendement à l'Accord et signés respectivement le 4 août 1951, le 11 juillet 1952, le 30 juin 1953 et le 30 juin 1954;

Rappelant qu'en vertu d'un Mémorandum d'Accord entre les Gouvernements d'Italie, du Royaume-Uni, des États-Unis et de Yougoslavie concernant le Territoire Libre de Trieste, paraphé à Londres le 5 octobre 1954, le Gouvernement Militaire Allié de la Zone Anglo-Américaine du Territoire Libre de Trieste a été supprimé à dater du 26 octobre 1954; qu'en vertu dudit Mémorandum d'Accord, le Gouvernement Italien a pris en charge, à compter de la même date, l'administration du territoire dont la responsabilité lui est confiée par le Mémorandum d'Accord;

Étant convenus d'apporter certains amendements à l'Accord;

Considérant la Recommandation en date du 29 juin 1955, par laquelle le Conseil de l'Organisation Européenne de Coopération Économique a approuvé le texte du présent Protocole Additionnel et l'a recommandé à la signature des Membres de l'Organisation;

Désirant donner effet immédiat aux dispositions dudit Protocole Additionnel;

**Supplementary Protocol No. 6 amending the Agreement for the
Establishment of a European Payments Union
of 19th September, 1950**

The Governments of the Federal Republic of Germany, the Republic of Austria, the Kingdom of Belgium, the Kingdom of Denmark, the French Republic, the Kingdom of Greece, Ireland, the Republic of Iceland, the Italian Republic, the Grand Duchy of Luxembourg, the Kingdom of Norway, the Kingdom of the Netherlands, the Portuguese Republic, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Sweden, the Swiss Confederation, and the Turkish Republic;

Being the Signatories of the Agreement for the Establishment of a European Payments Union (hereinafter referred to as the "Agreement"), signed on 19th September, 1950, and of the Protocol of Provisional Application of the Agreement, signed on the same date, in accordance with paragraph 1 of which Protocol the provisions of the Agreement are being provisionally applied as if it had been effective as from 1st July, 1950;

Being the Signatories of Supplementary Protocols No. 2, No. 3, No. 4 and No. 5 amending the Agreement, signed on 4th August, 1951; 11th July, 1952; 30th June, 1953; and 30th June, 1954, respectively;

Recalling that by virtue of a Memorandum of Understanding between the Governments of Italy, the United Kingdom, the United States and Yugoslavia regarding the Free Territory of Trieste, initialled in London on 5th October, 1954, the Military Allied Government of the British-United States Zone of the Free Territory of Trieste was terminated as from 26th October, 1954, and that by virtue of that Memorandum of Understanding the Italian Government took over, as from the same date, the administration of the territory the responsibility for which is entrusted to it by that Memorandum of Understanding;

Having agreed to make certain amendments to the Agreement;

Having regard to the adoption on 29th June, 1955, by the Council of the Organisation for European Economic Cooperation of a Recommendation approving the text of the present Supplementary Protocol and recommending it to the Members of that Organisation for signature; and

Being desirous of giving immediate effect to the provisions of the said Supplementary Protocol;

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

La Note (1) au Tableau III de l'Accord est modifiée comme suit:

„(1) La Grèce ne peut régler, conformément aux dispositions du présent article, ses déficits comptables pour les périodes comptables comprises entre le 1er juillet 1954 et le 31 juillet 1955. Pour ces périodes comptables, le quota de la Grèce sera considéré comme égal à zéro, aux fins du paragraphe *a* de l'article 13, de l'article 23*bis* et des paragraphes 4 et 17 de l'Annexe B au présent Accord.”

Article 2

Le paragraphe *c* de l'article 12 de l'Accord est modifié comme suit:

„*c.* Les montants de crédit utilisés dans les relations entre deux Parties Contractantes en vertu du présent article, sont considérés comme des prêts consentis à l'Union ou par l'Union aux fins de l'article 11 ci-dessus, et le montant des prêts à consentir en vertu dudit article 11 est ajusté, en ce qui concerne les deux Parties Contractantes en cause, de façon telle que le montant net des prêts et des crédits consentis ou reçus par chacune d'entre elles soit égal au montant déterminé conformément aux dispositions de l'article 11 ci-dessus.”

Article 3

Le paragraphe *b* de l'article 19 de l'Accord est modifié comme suit:

„*b.* Les décisions prises par le Conseil en vertu du présent Accord, sous réserve des dispositions des paragraphes *c* et *d* du présent article et de l'article 35*quater*, sont prises par accord mutuel de toutes les Parties Contractantes, à l'exception des Parties Contractantes qui sont absentes ou s'abstiennent. Toutefois:

1. l'accord d'une Partie Contractante n'est pas nécessaire pour l'adoption d'une décision tendant à suspendre en ce qui la concerne l'application du présent Accord conformément à l'article 33 ci-dessus, ou prise au cours de la période pendant laquelle l'application du présent Accord est suspendue en ce qui la concerne; et
2. un pays à l'égard duquel le présent Accord a pris fin participe aux décisions prises, en ce qui le concerne, en vertu du paragraphe 6 de l'Annexe B au présent Accord.”

Have agreed as follows:

Article 1

Note (1) of Table III of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

“(1) Greece may not settle its accounting deficits in accordance with the provisions of the present Article for the accounting periods between 1st July, 1954, and 31st July, 1955. In respect of these periods the quota of Greece shall be deemed to be zero for the purposes of paragraph (a) of Article 13, and Article 23bis, and of paragraphs 4 and 17 of Annex B to the present Agreement.”

Article 2

Paragraph (c) of Article 12 shall be amended and shall read as follows:

“(c) Where amounts of credit are used between two Contracting Parties by virtue of the present Article, they shall be deemed to be credit granted to or by the Union for the purposes of Article 11, and the amount of credit to be granted by virtue of Article 11 as regards those Contracting Parties, shall be such that the net amount of credit granted or received by each of them, whether bilaterally or to or from the Union, shall be equal to the amount of credit determined in accordance with Article 11.”

Article 3

Paragraph (b) of Article 19 of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

“(b) Subject to the provisions of paragraphs (c) and (d) of the present Article and of Article 35quater, decisions of the Council under the present Agreement shall be taken by mutual agreement of all Contracting Parties, except those which are absent or abstain. However,

- (i) the agreement of a Contracting Party shall not be required for the adoption of any decision concerning the suspension with regard to it of the application of the present Agreement in accordance with Article 33, or for the adoption of any decision taken in the course of any period during which the application of the present Agreement is suspended with regard to it; and
- (ii) a country with regard to which the present Agreement has terminated shall take part in decisions which concern it taken by virtue of paragraph 6 of Annex B to the present Agreement.”

Article 4

Le paragraphe *a* de l'article 20 de l'Accord est modifié comme suit:

„*a.* Le Comité de Direction est composé de sept membres au maximum; les membres sont nommés par le Conseil parmi les personnes présentées par les Parties Contractantes. Tout membre nommé sur la présentation d'une Partie Contractante à l'égard de laquelle le présent Accord prend fin en vertu des articles 34 ou 35^{quater} ci-dessous, cesse, de ce fait, d'être membre du Comité de Direction. Sauf décision contraire de l'Organisation, tout membre nommé sur la présentation d'une Partie Contractante à l'égard de laquelle l'application du présent Accord est suspendue en vertu de l'article 33 ci-dessous ne peut assister aux séances du Comité de Direction pendant la durée de cette suspension. Le mandat des membres du Comité de Direction est, sauf décision contraire du Conseil, d'une durée d'un an; il est renouvelable.”

Article 5

Le paragraphe *a* de l'article 26 de l'Accord est modifié comme suit:

„*a.* Les comptes de l'Union sont tenus, les calculs relatifs aux opérations sont effectués et les prêts consentis en vertu des articles 10^{bis}, 11 et 13 ci-dessus sont exprimés dans une unité de compte fixée à 0,88867088 gramme d'or fin.”

Article 6

L'article 27 de l'Accord est modifié comme suit:

„Article 27

Modification de parité

Au cas où la parité entre l'unité de compte et la monnaie dans laquelle une Partie Contractante communique à l'Agent les informations requises pour le calcul d'excédents ou de déficits bilatéraux, est modifiée au cours d'une période comptable, les excédents ou déficits bilatéraux en cause sont calculés séparément pour la période antérieure et pour la période postérieure à la modification de parité, en utilisant la parité en vigueur pour chacune de ces périodes. Les montants de crédit utilisés en vertu de l'article 12 ci-dessus sont calculés, aux fins de l'article 11, en unités de compte, en utilisant la parité en vigueur pendant la période comptable au titre de laquelle le crédit a été utilisé.”

Article 7

Le paragraphe *b* de l'article 35^{quater} de l'Accord est modifié comme suit:

Article 4

Paragraph (a) of Article 20 of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

“(a) The Managing Board shall consist of not more than seven Members who shall be appointed by the Council from persons nominated by the Contracting Parties. Any member appointed upon the nomination of a Contracting Party in respect of which the present Agreement terminates under Articles 34 or 35^{quater} shall thereupon cease to be a member of the Board. Unless the Organisation decides otherwise, any member appointed upon the nomination of a Contracting Party in respect of which the application of the present Agreement is suspended by virtue of Article 33 shall, for the period of suspension, not attend the meetings of the Managing Board. Unless the Council decides otherwise, the term of office of members of the Board shall be one year; they may be re-appointed.”

Article 5

Paragraph (a) of Article 26 of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

“(a) Accounts shall be kept, calculations relating to operations shall be made and credits granted by virtue of Articles 10^{bis}, 11 and 13 shall be expressed in terms of a unit of account of 0.88867088 grammes of fine gold.”

Article 6

Article 27 of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

“Article 27

Modifications of Parity

When the parity between the unit of account and the currency in which a Contracting Party reports to the Agent the information required for the calculation of bilateral surpluses and deficits is modified during an accounting period, the bilateral surplus or deficit concerned shall be calculated in two parts, that is to say for the period prior to and for the period after the modifications of the parity on the basis of the parities in force during those periods respectively. For the purposes of Article 11, the amounts of credit used by virtue of Article 12 shall be calculated in units of account on the basis of the parity in force during the accounting period in respect of which the credit was used.”

Article 7

Paragraph (b) of Article 35^{quater} of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

„b. Le présent Accord prendra fin au 31 juillet 1955 en ce qui concerne toute Partie Contractante qui ne participerait pas à la décision de l'Organisation prévue au paragraphe a du présent article et le paragraphe e de l'article 34 ci-dessus s'appliquera à ladite Partie Contractante.”

Article 8

1. Les articles 1 à 7 du présent Protocole Additionnel font partie intégrante de l'Accord.

2. Le présent Protocole Additionnel sera ratifié. Il entrera en vigueur lors de l'entrée en vigueur de l'Accord, ou, si le présent Protocole Additionnel n'est pas ratifié par tous les Signataires à cette date, dès le dépôt des instruments de ratification par tous les Signataires.

3. Le présent Protocole Additionnel demeurera en vigueur jusqu'à la terminaison de l'Accord; les dispositions des articles 34, 35^{quater} et 36 de l'Accord s'appliquent au présent Protocole Additionnel dans les mêmes conditions que l'Accord.

Article 9

Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 8 ci-dessus, les Parties au présent Protocole Additionnel appliqueront ces dispositions avec effet à compter du 1er juillet 1955.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés, dûment habilités, ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole Additionnel.

Fait à Paris, le vingt-neuf juin mil neuf cent cinquante-cinq, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, qui en communiquera une copie certifiée conforme à tous les Signataires du présent Protocole Additionnel.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:
For the Federal Republic of Germany:

(s.) KARL WERKMEISTER

Pour la République d'Autriche:
For the Republic of Austria:

(s.) HERBERT PRACK

Pour le Royaume de Belgique:
For the Kingdom of Belgium:

(s.) R. OCKRENT

“(b) The present Agreement shall terminate on 31st July, 1955, with regard to any Contracting Party which does not take part in the decision taken by the Organisation by virtue of paragraph (a) of the present Article, and paragraph (e) of Article 34 shall then apply to that Contracting Party.”

Article 8

1. Articles 1 to 7 of the present Supplementary Protocol shall form an integral part of the Agreement.

2. The present Supplementary Protocol shall be ratified. It shall come into force as soon as the Agreement comes into force or, if the present Supplementary Protocol has not been ratified by all the Signatories by that date, it shall come into force upon the deposit of the instruments of ratification by all Signatories.

3. The present Supplementary Protocol shall remain in force until the termination of the Agreement, provided that Articles 34, 35^{quater} and 36 of the Agreement shall apply in relation to the present Supplementary Protocol as they apply to the Agreement.

Article 9

Notwithstanding the provisions of paragraph 2 of Article 8, the Parties to the present Supplementary Protocol shall apply its provisions with effect as from 1st July, 1955.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries, duly empowered, have signed the present Supplementary Protocol.

Done in Paris, this twenty-ninth day of June, Nineteen Hundred and Fifty Five, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall remain deposited with the Secretary-General of the Organisation for European Economic Co-operation, by whom certified copies will be communicated to all the Signatories of the present Supplementary Protocol.

Pour le Royaume de Danemark:
For the Kingdom of Denmark:

(s.) ANTHON VESTBIRK

Pour la République Française:
For the French Republic:

(s.) FRANÇOIS VALÉRY

Pour le Royaume de Grèce:
For the Kingdom of Greece:

(s.) L. P. NICOLAIDIS

Pour l'Irlande:
For Ireland:

(s.) WILLIAM P. FAY

Pour la République d'Islande:
For the Republic of Iceland:

(s.) PÉTUR BENEDIKTSSON

Pour la République Italienne:
For the Italian Republic:

(s.) LEONARDO VITETTI

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:
For the Grand Duchy of Luxembourg:

(s.) N. HOMMEL

Pour le Royaume de Norvège:
For the Kingdom of Norway:

(s.) FINN MADSEN

Pour le Royaume des Pays-Bas:
For the Kingdom of the Netherlands:

(s.) J. H. KRUISHEER

Pour la République Portugaise:
For the Portuguese Republic:

(s.) R. T. GUERRA

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

(s.) HUGH ELLIS-REES

Pour la Suède:
For Sweden:

(s.) INGEMAR HÄGGLÖF

Pour la Confédération Suisse:
For the Swiss Confederation:

(s.) GÉRARD BAUER

Pour la République Turque:
For the Turkish Republic:

(s.) MEHMET ALI TINEY

C. VERTALING**Zesde Aanvullend Protocol tot wijziging van het Verdrag inzake oprichting ener Europese Betalings Unie van 19 september 1950**

De Regeringen van de Bondsrepubliek Duitsland, de Republiek Oostenrijk, het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Franse Republiek, het Koninkrijk Griekenland, Ierland, de Republiek IJsland, de Italiaanse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk Noorwegen, het Koninkrijk der Nederlanden, de Portugese Republiek, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland, Zweden, de Zwitserse Bondsstaat en de Turkse Republiek;

Ondertekenaars van het op 19 september 1950 ondertekende Verdrag inzake oprichting ener Europese Betalings Unie (hierna te noemen het „Verdrag”), en van het op dezelfde datum ondertekende Protocol van voorlopige toepassing van het Verdrag, hetwelk in de eerste paragraaf bepaalt, dat de bepalingen van het Verdrag voorlopig worden toegepast, alsof het met ingang van 1 juli 1950 in werking ware getreden;

Ondertekenaars van het Tweede, het Derde, het Vierde en het Vijfde Aanvullend Protocol tot wijziging van het Verdrag, onderscheidenlijk ondertekend op 4 augustus 1951, 11 juli 1952, 30 juni 1953 en 30 juni 1954;

Eraan herinnerende, dat krachtens een op 5 oktober 1954 te Londen geparafeerd Memorandum houdende een overeenkomst tussen de Regeringen van Italië, het Verenigd Koninkrijk, de Verenigde Staten en Zuidslavië met betrekking tot het Vrije Gebied van Triëst, het Militaire Geallieerde Bestuur van de Brits-Amerikaanse zone van het Vrije Gebied van Triëst met ingang van 26 oktober 1954 werd beëindigd, en dat krachtens dat Memorandum de Italiaanse Regering met ingang van die datum het beheer overnam van het gebied waarvoor de verantwoordelijkheid door dat Memorandum aan haar is toevertrouwd;

Overeengekomen zijnde, bepaalde wijzigingen in het Verdrag aan te brengen;

In aanmerking nemende de Aanbeveling van 29 juni 1955, waarbij de Raad van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking de tekst van dit Aanvullend Protocol heeft goedgekeurd en dit ter ondertekening heeft aanbevolen aan de Leden van de Organisatie;

Verlangend de bepalingen van dit Aanvullend Protocol onverwijld in werking te stellen;

Zijn het volgende overeengekomen:

Artikel 1

Noot (1) van Tabel III van het Verdrag wordt gewijzigd en gelezen als volgt:

„(1) Griekenland kan zijn verrekeningstekorten niet overeenkomstig de bepalingen van dit artikel verrekenen in de verrekeningsperiodes gelegen tussen 1 juli 1954 en 31 juli 1955. Met betrekking tot deze periodes zal het quotum van Griekenland geacht worden gelijk te zijn aan nul voor de toepassing van artikel 13, lid *a*, en artikel 23*bis* en de paragrafen 4 en 17 van Bijlage B van dit Verdrag.”

Artikel 2

Lid *c* van artikel 12 wordt gewijzigd en gelezen als volgt:

„*c*. Het krediet, krachtens dit artikel in de verhouding tussen twee Verdragsluitende Partijen gebruikt, wordt ten behoeve van artikel 11 beschouwd als krediet verleend aan of door de Unie, en het krediet te verlenen krachtens artikel 11 wordt, voorzover deze Verdragsluitende Partijen betreft, zodanig aangepast, dat het nettokrediet verleend of ontvangen door elk van hen, hetzij bilateraal hetzij aan of van de Unie, gelijk is aan het bedrag vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 11.”

Artikel 3

Lid *b* van artikel 19 van het Verdrag wordt gewijzigd en gelezen als volgt:

„*b*. De beslissingen welke door de Raad krachtens dit Verdrag worden genomen, worden, behoudens de bepalingen van lid *c* en lid *d* van dit artikel en van artikel 35*quater*, genomen met goedvinden van alle Verdragsluitende Partijen, uitgezonderd die, welke afwezig zijn of zich onthouden. Niettemin

- (1) wordt de toestemming van een Verdragsluitende Partij niet vereist voor de aanvaarding van een beslissing volgens welke de toepassing van dit Verdrag ten aanzien van die Verdragsluitende Partij overeenkomstig artikel 33 wordt geschorst, of voor de aanvaarding van een beslissing welke is genomen in de periode gedurende welke de toepassing van dit Verdrag ten aanzien van die Verdragsluitende Partij is geschorst, en
- (2) neemt een land ten aanzien van hetwelk dit Verdrag is geëindigd, deel in de beslissingen waarbij het krachtens paragraaf 6 van Bijlage B van dit Verdrag is betrokken.”

Artikel 4

Lid *a* van artikel 20 van het Verdrag wordt gewijzigd en gelezen als volgt:

„a. De Commissie van Bestuur bestaat uit niet meer dan zeven leden, welke door de Raad worden benoemd uit de personen welke door de Verdragsluitende Partijen zijn aangewezen. Enig lid benoemd op voordracht van een Verdragsluitende Partij ten aanzien van welke dit Verdrag krachtens artikel 34 of 35^{quater} eindigt, houdt diens gevolg op lid te zijn van de Commissie van Bestuur. Tenzij de Organisatie anders beslist, kan geen lid benoemd op voordracht van een Verdragsluitende Partij ten aanzien van welke de toepassing van dit Verdrag krachtens artikel 33 is geschorst, gedurende de periode van schorsing vergaderingen van de Commissie van Bestuur bijwonen. De leden hebben, tenzij de Organisatie anders beslist, zitting voor de tijd van een jaar; zij kunnen worden herbenoemd.”

Artikel 5

Lid *a* van artikel 26 van het Verdrag wordt gewijzigd en gelezen als volgt:

„a. De rekeningen worden gehouden, de berekeningen met betrekking tot de operaties worden gemaakt en de kredieten verleend krachtens de artikelen 10*bis*, 11 en 13, worden uitgedrukt in een rekeneenheid vastgesteld op 0,88867088 gram fijn goud.”

Artikel 6

Artikel 27 van het Verdrag wordt gewijzigd en gelezen als volgt:

„Artikel 27

Wijziging van de pariteit

Indien de pariteit tussen de rekeneenheid en de valuta waarin een Verdragsluitende Partij aan de Agent de voor de berekening van bilaterale overschotten en tekorten noodzakelijke inlichtingen verstrekt, gedurende een verrekeningsperiode wordt gewijzigd, wordt het desbetreffende bilaterale overschot of tekort afzonderlijk berekend voor de periode voorafgaande aan, en voor die volgende op de wijziging van de pariteit, op basis van de pariteit welke geldt voor elk van die perioden. Het krediet gebruikt krachtens artikel 12, wordt ten behoeve van artikel 11 in rekeneenheden uitgedrukt op basis van de pariteit van kracht gedurende de verrekeningsperiode met betrekking tot welke het krediet werd gebruikt.”

Artikel 7

Lid *b* van artikel 35^{quater} van het Verdrag wordt gewijzigd en gelezen als volgt:

„b. Dit Verdrag eindigt op 31 juli 1955 ten opzichte van elke Verdragsluitende Partij welke niet heeft deelgenomen in de beslissing van de Organisatie, bedoeld in lid *a* van dit artikel, in welk geval

lid e van artikel 34 van toepassing zal zijn op die Verdragsluitende Partij.”

Artikel 8

1. De artikelen 1 tot en met 7 van dit Aanvullend Protocol vormen een integreerend deel van het Verdrag.

2. Dit Aanvullend Protocol zal worden bekrachtigd. Het zal in werking treden, zodra het Verdrag in werking treedt, of, indien dit Aanvullend Protocol op die datum nog niet door alle ondertekenaars is bekrachtigd, na de nederlegging van de akten van bekrachtiging door alle ondertekenaars.

3. Dit Aanvullend Protocol blijft van kracht tot de beëindiging van het Verdrag, met dien verstande dat de bepalingen van de artikelen 34, 35^{quater} en 36 van het Verdrag gelijke toepassing vinden op dit Aanvullend Protocol als op het Verdrag.

Artikel 9

Niettegenstaande de bepalingen van lid 2 van artikel 8 zullen de Partijen bij dit Aanvullend Protocol de bepalingen daarvan met ingang van 1 juli 1955 toepassen.

Ten blijk van waarvan de ondergetekende gevolmachtigden, daartoe behoorlijk gemachtigd, dit Aanvullend Protocol hebben ondertekend.

Gedaan te Parijs, de negen en twintigste juni negentienhonderd vijf en vijftig, in de Engelse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in een enkel exemplaar, dat nedergelegd zal blijven bij de Secretaris-Generaal van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking, die een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift hiervan zal zenden aan alle ondertekenaars van dit Aanvullend Protocol.

(Voor de ondertekeningen zie na de Franse en de Engelse tekst, blz. 8 e.v.)

D. GOEDKEURING

Het Protocol behoeft de goedkeuring van de Staten-Generaal ingevolge artikel 60, lid 2, van de Grondwet, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

De volgende Staten hebben, overeenkomstig artikel 8, lid 2, van het Protocol, hun akte van bekrachtiging bij de Secretaris-Generaal

van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking te Parijs nedergelegd:

Denemarken	4 augustus 1955
Zwitserland	4 augustus 1955
Ierland	5 oktober 1955
Zweden	20 februari 1956
Groot-Britannië	4 april 1956

G. INWERKINGSTREDING

De bepalingen van het Protocol zullen ingevolge artikel 8, lid 2, in werking treden nadat het Protocol door alle Partijen is bekrachtigd, doch niet vóór de inwerkingtreding van het Verdrag inzake oprichting ener Europese Betalings Unie. Het Protocol heeft op grond van artikel 8, lid 3, dezelfde werkingsduur als genoemd Verdrag.

De bepalingen van het Protocol worden ingevolge artikel 9 voorlopig toegepast met ingang van 1 juli 1955.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, geldt het Protocol slechts voor Nederland.

J. GEGEVENS

Van het op 19 september 1950 te Parijs gesloten Verdrag inzake oprichting ener Europese Betalings Unie, welk Verdrag door het onderhavige Protocol wordt gewijzigd, is de tekst zoals die is gewijzigd en aangevuld tot op 1 april 1953, opgenomen in *Trb.* 1953, 40; zie ook *Trb.* 1956, 59.

De Organisatie voor Europese Economische Samenwerking, waarnaar in de preambule en elders in het onderhavige Protocol wordt verwezen, is opgericht bij het Verdrag van Parijs van 16 april 1948, waarvan tekst en vertaling zijn opgenomen in *Stb.* I 484.

Uitgegeven de vijfde juli 1956.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
J. W. BEYEN.